L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX: Rue de Chartres, No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 11 AVRIL 1867. Entre les rues Bienville et Conti.

DUPOUR & LIMET,
PROPRIÉTAIRES - ÉDITEURS.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

EDITION QUOTIDIENNE.
Par an, $10; 6 mois, $5; 3 mois, $2,50; par semaine, 25c.
Prix d'un exemplaire, 10 centv.

EDITION BI-HEBDOMADAIRE
Par an, $6; 6 mois, $3; 3 mois, $1,50.

TARIF D'ANNONCES.

Les annonces transitoires, placées à tour de rôle dans les deux parties du journal, paieront $1 50 la carre pour la première insertion, et 75 CENTS le carré pour chaque insertion subséquente.

Les annonces judiciaires de la page éditoriale paieront $1 50 le carré pour chaque insertion.

Les annonces publiées par intervalles, paieront comme annonces nouvelles pour chaque insertion.

Les annonces en noir, dans la page éditoriale, paieront $5 par carré par mois.

Les personnes faisant régulièrement et ouvrant des annonces suivant, sur les prix indiqués ci-dessus pour les annonces transitoires, tel exemple qu'il soit ces avis ne soient affiés dans moins de, ont exemple ne dépasse pas 25 par mois.

Toutes les réclames d'annonces d'affaires paieront 20 cents cette la ligne pour chaque insertion.

Toute annonce immédiatement après la page d'avance.

Les comptes des personnes faisant régulièrement de annonces leur ont été envoyés à la fin de chaque mois.

NOUVELLE-ORLEANS,
JEUDI MATIN, 11 AVRIL.

☞ Pour la liste des navires et steamboats arrivés dans notre port, ainsi que les expéditions en mer, voir à la page anglaise.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.
Pour les détails et l'heure, voir aux annonces.

Par F. Fernandez, à leur salle d'encan—Marchandises diverses en tous genres.

Par E. Roger & Co—Bottes, souliers et brodequins.

Par Montgomery & Bros., à leur salle d'encan—Un assortiment général de meubles. Et aux écuries de P. Lanier—Exposition chevaux, appareil de, et de monture, harnais, roches latières, &c.

Par S. Guiraud, à il heures, rue Lapeyrouse, entre Derbigny et Roman—Une recherie de Mme Estrade.

Par O. Valentin, à 10 heures, rue Tchoupitoulas, No—Un jambon de déjeuner; et à 10 1/2 heures, à l'encan, 61 Hope; de tabac à chiquer.

Par B. Turpin—Vente positive et sans réserve, au magasin de P. E. Brulatour & Co., rue Levée—Eaux de vie de cha. Burgundy, Port, Sherry, et Madère; de vins la vins, liqueurs fines, absinthe, vermouth, huiles, &c.

Par D. E. Morphy, à son magasin d'encan—Fers à cheval, clair américain, et al.

Par A. Feibar, rue St. Louis, entre Bourgogne et Rempart—Boîtes montres, taple, verrerie, porcelaine, gravures ordinaires de colrine, &c., et un beau piano forte.

Par Hope, Bl'ohm & Co., au No 33 de la rue Bienville—Marchandises sèches, habillements, chapeaux et bonnets.

Par J. P. Boisseau, au magasin Nos 49 et 51 de la rue Levée—Cassegrane, balais.

Par Vincent & Co., au No 16 de la rue de Chartres—Marchandises sèches et rubans français, lingerie pour couturières.

Par Hoffman & Marks, au No 38 de la rue de Chartres—Habillements et lingerie, sans réserve.

☞ Achetez vos confiseries et chocolats chez M. Ernest Turpin, 93 Vieille Levée.

ATTENTION!!

☞ L'attention du commerce est appelée sur la vente à l'encan d'eaux-de-vie françaises, vins, madère, sherry, porto, &c, &c, qui doit avoir lieu aujourd'hui à 11 heures et demie A. M., au magasin de l'importateur M. P. E. Brulatour No 12 rue Conti, par le ministère de Bernard Turpin, Esq. Tour à-maintenir.

ABONNEMENT.

Nous croyons devoir avertir les personnes qui prennent l'ABEILLE à la semaine, avec nos porteurs ou des marchands de journaux, que ce n'est pas nous qui régions le prix de ce genre d'abonnement. Les marchands de journaux demandent naturellement ce qu'ils veulent des exemplaires de l'ABEILLE qu'ils nous achètent. L'abonnement, quand on s'inscrit dans nos bureaux, est de $16 par an, de $8 pour six mois, et de $4 pour un trimestre, payable d'avance.

COMITÉ EXÉCUTIF DU PARTI NATIONAL DE RECONSTRUCTION. On trouvera dans notre partie anglaise la liste des membres de ce comité, choisis par le comité qui avait été chargé de ce soin par un meeting non officiel des membres de l'Assemblée générale de l'Etat de la Louisiane. Le nombre en est considérable. Nous en comptons 100 pour les onze Districts représentatifs de la paroisse d'Orléans, pour Alger et pour la ville en général, 20 pour la paroisse Jefferson et 10 pour l'Etat. Ce sont tous des noms connus et appréciés. Avec un comité exécutif pareil, il n'est pas permis de croire que l'Etat puisse s'endormir dans une fausse sécurité. Les membres de ce comité sont pénétrés qu'ils sont convoqués dans la salle des Représentants, au Mechanics' Institute, pour lundi soir, à 7 heures. Il est dire pour ce soir même.

THÉATRE DE L'OPÉRA. — A propos du remplacement de M. Calabrési, comme directeur du Théâtre Royal de Liége, le correspondant de l'*Europe artiste* écrit à ce journal :

Bien que la démission de notre ancien directeur, M. Calabrési, eût été officiellement annoncée, on ne croyait pas, généralement, à son remplacement ni à son départ pour la Nouvelle-Orléans.

.....Aujourd'hui, il faut bien se rendre à l'évidence, M. Calabrési nous quitte tout de bon. Mais ce qui est certain, c'est que la majeure partie du monde dilettante le regrette sincèrement. Depuis quelque temps, les théâtre avaient, de leur côté, la tristesse peinte sur leur visage, le soir de son remplacement. Directeur de notre théâtre depuis un assez grand nombre d'années, ainsi que chef de notre excellent orchestre, on le regardait comme devant finir en carrière artistique au milieu de nous. Nous sommes persuadés, l'impresario des nouveaux abonnés et habitués du Théâtre-Royal de Liége, en fait adresser toi l'expression de notre admiration pour le talent dont il a fait preuve pendant qu'il a été jour, ainsi que nos regrets les plus sincères de le voir abandonner Liége.

Nous avons déjà dit que M. Calabrési était associé que s'était adjoint M. Paul Albaisa, pour la direction du Théâtre pendant la saison prochaine, et Pon voit, par ce qui précède, que ses connaissances spéciales et son expérience seront d'un précieux secours à notre directeur pour la formation de sa troupe de grand Opéra.

La première représentation du célèbre drame de Frédéric Soulié, *La Closerie des Genêts*, doit avoir lieu ce soir, à l'occasion des débuts de M. Rousseau. Si les habitués de l'Opéra tiennent à avoir une bonne troupe l'année prochaine, ils doivent se faire un devoir de soutenir jusqu'à la fin de la saison la direction et les artistes. Nous comptons que la salle sera bien garnie ce soir.

LA CAUSE PERDUE. - La cinquième livraison de cette publication qui vient de paraître au bureau de la *Renaissance Louisianaise*, contient une carte de Charleston et des défenses de la ville. Le texte de cette livraison traite de la bataille de Manassas et de ses suites.

ARTICLES DE MÉNAGE — Nous appelons de nouveau l'attention du public sur l'annonce de la maison Levi & Navra. Cette maison, établie rue Poydras, No 171, depuis un grand nombre d'années, importe et fabrique toutes les fournitures nécessaires au ménage, telles que : porcelaine, verrerie, faïence, ferblanterie, coutellerie, plaque, &c. Elle a toujours eu magasin des Tuileaux des Faubourgs fondrière, et de tous les modèles. Quant aux articles fabriqués par eux, l'excellence en a été reconnue par des juges compétents à la récente exposition de la Louisiane, où MM. Levi & Navra ont obtenu quatre diplômes, pour les articles vernis, la ferblanterie, les filtres et les garnitures de fourneaux. Ils font appel aux marchands de la ville et de la campagne et les invitent à venir visiter leurs marchandises et à en régler compte de leurs prix, car ils assurent vendre à aussi bon marché qu'aucune maison des Etats-Unis.

MM. Levi, Navra & Co. viennent d'ouvrir, rue du Canal, No 174, entre les rues Baronne et Philippa, un magasin qui est une succursale de la maison principale.

☞ Le meilleur remède, le plus légère tout, quand ils a négligée peuvent désorder les constitutions les plus robustes et amener la consomption et la mort.

Ce résultat déplorable peut toujours être évité en faisant usage, en temps utile, du Sirop Pectoral Balsamique de Swayne. Dans des préparations les plus efficaces en usage encore été présentées au public toujours le plus simple, le plus, l'avantage d'être très agréable au goût, et ne fermente jamais.

Maintenant, que les produits étrangers cessent d'obstruer le marché, à cause des droits et de la hausse sur l'or, il devient important de rechercher les préparations indigènes qui joignent des garanties sérieuses à la modicité du prix.

Le Sirop Pectoral Balsamique se recommande spécialement à la faveur du public sous ce double rapport. On le trouve dans les principales pharmacies de la ville.

ELECTIONS EN ITALIE.—Florence, 17 mars au soir.

Aujourd'hui ont eu lieu les scrutins de ballottage dans tout le royaume. Ont été élus :

MM. Farini, à Forlimpopoli; Bonghi, à Cento; Visconti-Venosta, à Sannazzaro; Scialoja, à Naples; Catanese, Tenca, Correnti, Sirtori et Fontana, à Milan; Prigionti-Ballini, à Ostino; Cirmeni, Cannonieri et Jourdan, à Turin; Jacini, à Pistoia; Mussei, à Parme; d'Ondes-Reggio, à Palerme; Chenale, à Teramo.

MM. le marquis Pepoli, à Bologne; Pianelli, à Teramo; Codronchi, à Pontremoli, Salvagnoli, à Empoli; Fabrizi, à Lanciano; Mariani, à Rimini; Guerrieri, à Macerata; Garibaldi a été nommé dans à Naples et à Ancône.

MM. Ferrari, Pissi, Antonini, à Florence; Mordini, à Rome; Bonfadini, à Milan; journal l'*Opinione*, à Turin; Dolfara, à Naples; Mazzarella et Bianchi, à Livourne; le général de La Marmora, à Biella; Sineo, directeur du journal la *Nazione*, à Bastia; Minghetti, à Bologne.

Nouvelles de la Havane, du Mexique et de Haïti.

ARRIVÉE DU STEAMER DARIEN.

Le steamer *Darien* est arrivé hier de la Havane. Les journaux de cette ville, du 7 avril, que l'estimable agent de la compagnie générale transatlantique, M. V. Perillat, a eu l'obligeance de nous adresser, contiennent d'intéressantes nouvelles de Mexique et de Haïti.

La crise monétaire commençait à se faire sentir à la Havane, et on n'avait trouvé d'autre remède à la situation que de faire prendre par les principales maisons l'engagement d'accepter pendant un an, comme monnaie courante, l'or américain, au pair, c'est-à-dire, à raison d'un dollar pour une piastre espagnole. Les journaux publient la liste de ceux qui ont souscrit à cet engagement. Le sucre était ferme à 7 réaux le No 12.

La presse résume ainsi les nouvelles de Vera-Cruz :

Quelques diligences que nous ayons faite, nous n'avons pu nous procurer des nouvelles positives du Mexique, ce qui s'explique par l'interruption des communications entre la capitale et Vera Cruz.

D'après les rumeurs qui courraient dans cette dernière ville, nous dirons qu'on supposait que l'empereur était à Guanajuato et on ajoutait que récemment il avait remporté une victoire sur ses ennemis; que la ville de Mexico ne rie quait pas de tomber au pouvoir des dissidents; que Porfirio Diaz, venant de Oajaca, s'était approché de Puebla, et qu'en voyant la bonne contenance faite par les défenseurs de la ville, il avait repris la route de Oajaca, mais non sans qu'une colonne détachée de Puebla n'eût fait subir des portes à son arrière garde, et qu'enfin Vera Cruz était parfaitement défendue et n'avait rien à craindre des trois mille hommes mal armés et mal organisés et sans matériel de siége.

Une lettre de Vera Cruz, publiée par le *Diario de la Marina*, contient ce qui suit :

Porfirio Diaz, qui se dirigeait sur Puebla, en arrivant dans les environs, a renoncé à son idée et a rebroussé vers Oajaca, mon sans avoir été battu avant sa retraite par une force de 1500 hommes sortie de la ville à sa poursuite.

On avait appris à Guanajuato qu'une autre bataille avait été livrée et qu'elle avait été gagnée par les forces de l'empereur. Le siége de cette place, (Vera Cruz) continue, les forces assiégeantes s'élèvent à environ 3000 hommes, mais pour la plupart mal équipées et sans moyens de siége. La place est considérée comme être entre un parfait ennemi. Le général Peres Gomez a été remplacé par le général Tobado, comme commandant de la place.

Le gouverneur de Vera Cruz a expulsé plusieurs personnes qui sont arrivées de la Havane sur le steamer anglais *Solent*, qui est revenu sans avoir débarqué ses marchandises à cause de l'état des affaires.

Les nouvelles de Haïti confirment la nouvelle de l'abdication de Geffrard. Le *Diario* de Santiago publie une lettre dont voici quelques extraits :

AUX Cayes, 21 mars 1867.

Le général Geffrard, président de la république, a abandonné son poste pour se réfugier comme son prédécesseur, à la Jamaique. Par suite de cet événement inattendu, nous nous sommes vus exposés à être attaqués par les campagnards qui ont fait une démonstration pendant la nuit ; heureusement ils ont été complétement mis en déroute par le commandant Favre, frère du président.

Depuis quatre jours nous nous attendons à une nouvelle attaque ou à un incendie qui est le principal élément de guerre de ces gens : mais hier un vapeur a apporté la nouvelle de l'élection d'un nouveau président.

La principale cause de tout ce qui est arrivé est la mauvaise administration de M. Geffrard et de ses conseillers qui partent avec la bourse aussi bien garnie.

Le président Geffrard a abdiqué le 12 et est parti de Port au Prince pour la Jamaique, d'où il doit s'embarquer avec sa famille pour l'Europe.

Une lettre de San Marcos du 15 mars contient une proclamation d'un comité, révolutionnaire qui confie le pouvoir exécutif à un gouvernement provisoire ainsi composé: Nissage Saget, général en chef de l'armée révolutionnaire ; Louis Guerrier, général de division ; Philippeaux, général de division ; J. Simon, ex-secrétaire d'Etat ; Leon Mondat, général de division ; Andrés Germain, ex-commissaire du gouvernement, et T. Saluave, général de division. Une assemblée constituante était convoquée pour le 6 avril, dans la capitale, Port au Prince, pour rédiger la nouvelle constitution de la république.

Nouvelles du Mexique.

Les dernières nouvelles de Queretaro, venues par la voie de Matamoros, sont du 15 mars. Ces nouvelles ne disent que ce dont nous avons plusieurs fois déjà entretenu nos lecteurs. Les Libéraux prétendent avoir une armée de 24,000 hommes autour de Queretaro, et, cependant, la ville n'est pas encore cernée entièrement, puisque les journaux, organes de Juarez, avouent que Maximilien reçoit toujours des renforts de Mexico. Ces journaux disent que les Impériaux ont fait plusieurs sorties où ils ont perdu, ici et là, des hommes, à la vérité, quelques hommes, et ces petits succès des Libéraux sont représentés par eux comme de grandes victoires. La situation de Maximilien est critique, sans doute, mais cependant nous croyons qu'elle est bien différente de ce que disent ses ennemis, puisque la voie pour sortir de Queretaro lui est ouverte, et qu'il pourrait s'en aller, s'il le voulait. Cette circonstance seule donne à penser que nous ne devons ajouter aucune foi aux rapports qui nous viennent de sources libérales, et nous ne pouvons en avoir d'autres.

Néanmoins, un journal de Monterey dit que la déroute de toutes les forces d'Escobedo, le 14, paraît être vraie, bien qu'elle ne soit pas mentionnée dans les rapports publiés. Le *Ranchero*, du 20, pense que l'ordre de Juarez qui interdit à la diligence d'aller au-delà de San Luis Potosi est un signe que les libéraux ont soutenu de graves pertes.

Le *Ranchero* qui a reçu des journaux du 27 de Monterey, du 25 de Saltillo et du 20 de San Luis Potosi, dit qu'il n'y a eu aucun engagement sauf entre portes de Queretaro depuis l'affaire du 14, au sujet de laquelle les deux partis réclament la victoire.

Le rapport suivant lequel les Libéraux auraient pris les hauteurs de la Campana et les fortifications de la Cruz, après le combat du 14, est maintenant contredit par leurs propres journaux.

L'*Union* de Mexico dit que dans tous les districts au pouvoir des dissidents, une taxe est levée pour les arrières de trois années, taxe à laquelle est ajoutée un intérêt de 6 p. 0/0. Ce même journal dit que les assiégeants, fatigués ont résolu de réduire la ville par famine, ne pouvant la prendre par la force.

Une personne arrivée de Queretaro rapporte qu'Escobedo avait donné à Joachin Miramon sa parole de ne pas le faire fusiller, mais qu'il a dû obéir aux ordres formels de Juarez. Ce serait aussi aux ordres de ce dernier qu'il faudrait attribuer l'exécution des 120 étrangers tombés au pouvoir d'Escobedo. Il paraît que Juarez ne serait plus de soulever l'animosité des nations étrangères.

MEETING A THIBODEAUX.

Nous lisons dans la *Sentinelle de Thibodeaux* :

Samedi dernier, malgré une pluie battante, a eu lieu à la maison de cour le meeting précédemment annoncé. Dire que la grande salle d'audience était pleine de citoyens, serait dépasser la vérité. Il y avait seulement là les citoyens de la ville qui avaient profité d'un embli pour s'y rendre. Nonobstant, il y avait assez de monde pour organiser cette assemblée préliminaire. M. S. T. Grimmon a été appelé au fauteuil et M. Isaiah D. Moore, jeune avocat qui fera son chemin a été dé secrétaire. L'assemblée ainsi constituée, M. Louis Bush a présenté une série de résolutions endossant les bills adoptés par le Congrès au sujet de la reconstruction des Etats lésés et déclarant qu'il serait indigne de tout citoyen de vouloir rendre à la Louisiane sa place dans l'Union fédérale.

Sur motion dûment faite et secondée, ces résolutions ont été unanimement adoptées. Puis le même dans une allocution brève et bien sentie a fait comprendre aux citoyens blancs, qu'un des devoirs qui incombaient leurs droits politiques et par courte coup leur indépendance, ils se devaient pas rester inactifs et devaient au contraire prendre toutes les chances que leur offre le bill militaire.

Il a fait voir de même aux citoyens de couleur que leur intérêt et leur bien être dépendait des nouveaux qu'ils présentent aux gens qui, comme eux, ont les mêmes intérêts, les mêmes droits à sauvegarder, le président a aussi fait quelques remarques bonnes et sensées.

Vient la traduction des résolutions qui doivent servir de fondement à cette nouvelle organisation politique.

Résolu. —Que nous invitons tous les citoyens de la paroisse de Lafourche, sans distinction de race ou de couleur, à s'unir pour former une organisation politique, par laquelle toutes les personnes ayant droit de vote pourront se faire enregistrer dans cette paroisse, conformément aux lois de la matière, et regardons notre position comme tout Etat de l'Union qui a droit à la représentation au Congrès des Etats Unis.

Résolu. —Qu'il est du devoir impératif de tout homme, blanc ou noir, de s'offrir non mûs et sans influences à l'accomplissement de l'objet si désiré par cet exprimé ; et que chacun est spécialement appelé, par le bill de la loi, à faire tous ses efforts pour amener les deux races à agir de concert et avec une entière harmonie, sous la convention morale que nous établissons posé dessus, comme pour servir de base à notre organisation politique : le respect de l'un étant bénéficiaire à l'autre.

Résolu.—Qu'en conséquence — soit nommé pour rédiger et produire une adresse aux citoyens de cette paroisse, développe par les vues si dessus exprimées, traitant sur ceux qui s'écoulent avec ou sans et appuyant sur ce point, que nous regrettons le voir abandonner Liége.

Le nombre des membres de ce comité a été fixé à cinq, savoir :

Theodore Hall,	Taylor Bush,
Isaiah D. Moore,	Colonel Bagley,
	Samuel Bagley,

J. P. Tucker.

ORDRE POUR L'ENREGISTREMENT DES VOTANTS.

Nous des Officiers préposés à l'Enregistrement.

Voici l'ordre émis hier soir par le major-général Sheridan sur l'enregistrement des votants, opération qui devra être faite du 15 avril au 15 mai :

Quartier-général du Cinquième District militaire.
Nlle-Orléans, La, 19 avril 1867.
Ordres spéciaux No 15.
(*Extrait.*)

2. En obéissance aux prescriptions contenues dans la première section de la loi du Congrès, intitulée : "Acte pour donner un meilleur gouvernement aux Etats rebelles," l'enregistrement des votants légaux, suivant cette loi, dans la paroisse d'Orléans, sera commencé, le 15 du courant, et devra être fini vers le 15 mai.

Les quatre districts municipaux de la ville de la Nouvelle-Orléans et la paroisse d'Orléans, rive droite (Algier) constitueront chacun un district d'enregistrement. Les precincts d'élection resteront tels qu'ils sont aujourd'hui constitués.

Les nominations suivantes des Bureaux d'enregistrement sont faites par le présent ordre et subsisteront jusqu'à ce qu'il en soit ordonné autrement, savoir :

Premier district—John A. Roberts, William Baker et W. M. Godden.

Second district—Edward Ames, T. C. Thomas et Michael Vidal.

Troisième district—Charles F. Berens, John McWhorter et H. Stiles.

Quatrième district—John L. Davis, Henry Bereni jr. et Edmund Floods.

Paroisse d'Orléans, rive droite—W. H. Seymour, Thomas Kennedy et George Hoffmert.

Chaque membre du Bureau des enregistreurs, avant de procéder à ses devoirs, déposera au bureau de l'assistant-inspecteur-général à ce quartier-général, le certificat du serment requis et sera gouverné dans l'accomplissement de ses devoirs par les clauses de la première section de cet acte—administrant également le serment ici présent à chaque personne enregistrée.

Les Bureaux d'enregistrement choisiront immédiatement des officiers convenables, dans leurs districts respectifs, ayant égard aux conditions de facilité pour l'enregistrement, et entre rout en fonction le jour désigné. Chaque Bureau aura droit à deux clercs ou secrétaires. Les heures d'office pour l'enregistrement seront de 8 heures à midi et de 4 heures du soir jusqu'à 7.

Quand l'ordre pour les élections aura paru, le Bureau des enregistreurs pour chaque district désignera le nombre des polls et les lieux où ils seront ouverts dans les precincts d'élection dans son district—nommera les commissaires et autres officiers nécessaires pour conduire convenablement les élections et les surveillera.

Il reconvoit aussi des commissaires d'élection des divers précincts le résultat du vote, le confirmera et l'enverra au général commandant.

Les enregistreurs et tous officiers employés dans les élections, seront sous la plus rigide responsabilité, et seront sujets à être jugés par une commission militaire pour fraude ou conduite illicite ou inconvenable dans l'accomplissement de leurs devoirs. Le montant de la rémunération et le mode de paiement seront conformes aux clauses des sections 6 et 7 de l'acte supplémentaire.

Le brigadier-général-brévoté J. W. Forsyth, assistant-inspecteur-général du Cinquième District militaire, est chargé par le présent ordre de contrôler les bureaux d'enregistrement dans la paroisse d'Orléans, d'écouter les plaintes et d'y donner satisfaction si elles sont justes ou de référer à mes offices. Il est autorisé à employer tels experts qui pourront être nécessaires pour découvrir la fraude dans l'enregistrement ou les élections.

Tout citoyen mâle des Etats-Unis, âgé de 21 ans et plus, de quelque race, couleur ou condition antérieure qu'il soit ou qu'il ait été, qui a résidé dans l'Etat de la Louisiane pendant un an et dans la paroisse d'Orléans pendant les trois mois qui ont précédé le jour où il se présente à l'enregistrement, et qui n'a pas été frappé d'incapacité électorale par l'acte du Congrès ou pour félonie envers la loi commune, sera, après avoir prêté le serment prescrit par la première section de l'acte auquel il est référé ici, droit à être et sera enregistré comme votant légal dans la paroisse d'Orléans et l'Etat de la Louisiane.

Le général de l'avocat-général des Etats-Unis sur la question de savoir quels sont ceux qui sont exclus de la franchise électorale par la loi, les enregistreurs donneront la plus large interprétation à la loi et exclueront de l'enregistrement toute personne dont le droit au vote pourra donner lieu à un doute.

Toute personne ainsi exclue qui pourra, soumis la décision de l'avocat général, avoir droit au vote aura la faculté de se faire enregistrer après que sa décision aura été reçue—réception dont due notice sera donnée.

Par ordre du Maj Gén. P. H Sheridan.
Officiel. GEORGE LEE,
Assistant adjudant général.

Premier lieutenant du 21e d'infanterie des des Etats-Unis, remplissant les fonctions d'assistant adjudant général.

Affaires d'Allemagne.

CORPS LEGISLATIF FRANÇAIS.
(Séance du 18 mars.)

L'espace nous manquant pour reproduire tous les discours prononcés dans cette séance, nous en empruntons l'analyse à la correspondance du *Courrier des Etats-Unis* :

L'heure avancée a forcé M. J. Favre à remettre la suite de son discours à la séance du lendemain, dont le compte rendu n'a été publié aujourd'hui que vers midi, tant cette séance a été longue et orageuse.

M. Jules Favre l'a ouverte en parlant du traité entre l'Italie et la Prusse, qui, d'après M. Rouher, ne pouvait être empêché. Il croit, quant à lui, que nous n'avons pas cherché à l'empêcher, parce que notre cabinet a manqué d'une politique ferme et résolue. Il a tout encouragé pour tout désorter ensuite. On peut affirmer que M. de Bismark n'est venu voir personne en France, sans le guerre, que pour y trouver un appui. La politique et la prudence conseillaient de lui refuser. On l'a, au contraire, encouragé dans ses espérances, parce que lui même a permis d'en concevoir d'autres. Peut-être alors y avait-il, dans le fond de l'âme de cet homme d'état, des réserves secrètes dont M. de Bismark a été seul à user.

Ce qui est certain, c'est que le traité entre la Prusse et l'Italie n'a pu être signé sans le consentement de la France, et empêcher avant la victoire de l'Autriche, l'humiliation de la Prusse, l'extension de nos frontières jusqu'au Rhin. Voilà le secret de sa politique !

Cette appréciation de M. Jules Favre a produit d'autant plus d'effet sur la chambre, qu'elle est confirmée par une correspondance publiée par le journaux de Berlin du 13 de ce mois, d'après laquelle M. de Bismark aurait communiqué à l'empereur à Biarritz, en 1865, tous ses projets sur l'Allemagne, et aurait offert en échange de l'appui, au moins moral, de la France, *tout ce que cet empire pouvait souhaiter*. Soit pour cette communication, soit pour garder sa liberté d'action, Napoléon III rejeta ces propositions. Mais à la suite de la paix de Nikolsburg, l'empereur fit connaître par M. Benedetti les frontières du Rhin, non, en réclamation de la frontière de la Saar. M. de Bismark répondit : "Je ne puis vous accorder ni un village ni un arpent de terre aujourd'hui ; mais il y a trois mois. Je mettrais en péril non seulement mon portefeuille, mais la couronne et la tête de mon souverain." Il était trop tard ! Ce qu'il y a de plus curieux dans cette révélation, c'est qu'on l'attribue à M. de Bismark lui-même. Quel a pu être son but ?

Je renvoie à M. Jules Favre. Il impute au corps législatif une part de responsabilité dans les fautes commises, parce que ce corps s'est trop effacé devant la volonté d'un seul. L'orateur se prononce contre toute pensée d'agrandissement territorial, parce qu'il s'agit moins d'avoir un territoire plus ou moins grand que des citoyens libres.

M. Granier de Cassagnac a, sur ce point, une opinion différente, qu'il a posée sous sa responsabilité personnelle. Il croit aux frontières naturelles; il croit qu'on est plus en sureté derrière une montagne ou un fleuve que derrière une simple ligne arbitraire. Il ne croit pas à l'union douanière, qui n'est pas une garantie politique dans les rues et dans les cafés avec une singulière animation et un mépris non moins extraordinaire des convenances.

Voici une explication nouvelle au sujet des traités qui préoccupent si vivement aujourd'hui l'attention publique. M. Benedetti aurait obtenu, depuis longtemps déjà, du gouvernement prussien, que la publication de ces traités n'aurait lieu qu'après la clôture des interpellations.

La *Presse* annonce que les traités secrets de la Prusse avec le Hanovre et le grand duché de Bade avaient été, au moment de leur conclusion, portés, à la connaissance de la France par la Prusse elle-même : "Comme les négociations étaient conduites à ce moment, ajoute-t-elle, sous nos offices de la France, il fut donné connaissance de ces arrangements comme de tous les autres."

Parmi les pétitions dont le sénat s'est occupé, il en est trois signées à Labaintie ; elles sont pour demander que la France ne reconnaisse pas ces actes à bonne, son projet est mort. Quant à lui, il croit que jamais la situation n'a été si grave, et il ne sait d'autre moyen d'y remédier que de changer de politique, en proclamant hautement le principe de ne rien prendre à ses voisins.

M. Rouher, succédant à M. Thiers, proteste contre la pensée que le projet de loi militaire recèle la pensée d'une guerre prochaine. Si le gouvernement avait cette pensée, il aurait augmenté le contingent, et fait une levée en masse, tandis qu'il s'agit d'une institution permanente qui peut s'établir, exige sept années. C'est donc une œuvre de simple prévoyance nécessitée par les transformations de toutes les armées.

Le ministre ne croit pas pouvoir accepter la critique que M. Thiers a faite des votes populaires ; critique qui tend à détruire le principe du suffrage universel, et il croit que si M. Thiers n'est borné à parler de l'Etat, il pourrait avoir beaucoup plus de portée qu'il n'a paru lui en donner. M. Rouher regarde comme inattaquable, libre et spontanée, le vote populaire qui ont porté au pouvoir le neveu de Napoléon Ier et l'ont proclamé de nouveau, après le 2 décembre. C'est ici qu'a éclaté l'orage dont j'ai parlé plus haut.

M. Jules Favre interrompant le ministre, lui crie : Ne parlez pas du 2 décembre.—Laissez-le parler, dit Thiers, ses paroles pèseront plus du 2 décembre devant ceux qu'il a proscrits.

M. Rouher déclare, en vain, qu'il n'a pas voulu rappeler ces tristes souvenir par M. Thiers, et qu'il a voulu seulement dire que le 2 décembre avait sauvé la France de l'anarchie. Cette affirmation est nié et accompagnée des qualifications les plus sanglantes. Les démentis se croisent, on échange des gestes menaçants. M. Rouher déclare que cette explication ne le satisfait pas, et que, si votre propos offense ceux qui attaquent les institutions actuelles. Un membre de la majorité s'écrie : Ce sont les mêmes qui ont toujours ; qui n'ont une condition contre l'empire ; ils auraient voté pour votre proposition, si vous en fût que vous leur eussiez proposé l'assassinat de 3 décembre et l'assassinat de M. Hausmann. Ce mot d'enfant terrible soulève de nouvelles clameurs. Mais enfin le silence se rétablit, et le ministre reprend la justification de la politique impériale. Elle ne fait point d'agression, et tout en respectant la non-volontaire populaire, elle respecte l'action des autres Etats. Elle ne se repent point d'avoir considéré à la liberté de l'Italie.

Nous n'avons pas conseillé l'unité, mais cette unité n'a pas fait de l'Italie notre ennemie, comme le dit M. Thiers, parce qu'il n'y a point d'opposition d'intérêts entre elle et nous.

Nous avons défendu la cause du Danemark, tant que nous l'avons pu, mais qui aurait osé, alors, nous conseiller de faire la guerre, pour lui, lorsqu'à cette guerre se voulaient s'associer et l'Angleterre, unie à la famille royale par tant de liens étroits, ni la Russie qui avait tant d'intérêts à chasser la Prusse de la Baltique ?

Quant à l'unité allemande, M. Rouher persiste à croire qu'elle était inévitable, qu'elle était faite dans l'histoire, dans la littérature, dans le Zollverein, dans les progrès économiques. Elle n'est point née de l'unité italienne, qui n'a été qu'une coïncidence, quand l'autre était une fait. M. Rouher s'écrie qu'on aurait parlé politique dans les rues et dans les cafés avec une singulière animation et un mépris non moins extraordinaire des convenances.

Voici une explication nouvelle au sujet des traités qui préoccupent si vivement aujourd'hui l'attention publique. M. Benedetti aurait obtenu, depuis longtemps déjà, du gouvernement prussien, que la publication de ces traités n'aurait lieu qu'après la clôture des interpellations.

La *Presse* annonce que les traités secrets de la Prusse avec le Hanovre et le grand duché de Bade avaient été, au moment de leur conclusion, portés, à la connaissance de la France par la Prusse elle-même : "Comme les négociations étaient conduites à ce moment, ajoute-t-elle, sous nos offices de la France, il fut donné connaissance de ces arrangements comme de tous les autres."

Parmi les pétitions dont le sénat s'est occupé, il en est trois signées à Labaintie ; elles sont pour demander que la France ne reconnaisse pas ces actes à bonne, son projet est mort. Quant à lui, il croit que jamais la situation n'a été si grave, et il ne sait d'autre moyen d'y remédier que de changer de politique, en proclamant hautement le principe de ne rien prendre à ses voisins.

M. Rouher, succédant à M. Thiers, proteste contre la pensée que le projet de loi militaire recèle la pensée d'une guerre prochaine. Si le gouvernement avait cette pensée, il aurait augmenté le contingent, et fait une levée en masse, tandis qu'il s'agit d'une institution permanente qui peut s'établir, exige sept années. C'est donc une œuvre de simple prévoyance nécessitée par les transformations de toutes les armées.

Le ministre ne croit pas pouvoir accepter la critique que M. Thiers a faite des votes populaires ; critique qui tend à détruire le principe du suffrage universel, et il croit que si M. Thiers n'est borné à parler de l'Etat, il pourrait avoir beaucoup plus de portée qu'il n'a paru lui en donner. M. Rouher regarde comme inattaquable, libre et spontanée, le vote populaire qui ont porté au pouvoir le neveu de Napoléon Ier et l'ont proclamé de nouveau, après le 2 décembre. C'est ici qu'a éclaté l'orage dont j'ai parlé plus haut.

M. Jules Favre interrompant le ministre, lui crie : Ne parlez pas du 2 décembre.—Laissez-le parler, dit Thiers, ses paroles pèseront plus du 2 décembre devant ceux qu'il a proscrits.

M. Rouher déclare, en vain, qu'il n'a pas voulu rappeler ces tristes souvenir par M. Thiers, et qu'il a voulu seulement dire que le 2 décembre avait sauvé la France de l'anarchie. Cette affirmation est nié et accompagnée des qualifications les plus sanglantes. Les démentis se croisent, on échange des gestes menaçants. M. Rouher déclare que cette explication ne le satisfait pas, et que, si votre propos offense ceux qui attaquent les institutions actuelles. Un membre de la majorité s'écrie : Ce sont les mêmes qui ont toujours ; qui n'ont une condition contre l'empire ; ils auraient voté pour votre proposition, si vous en fût que vous leur eussiez proposé l'assassinat de 3 décembre et l'assassinat de M. Hausmann. Ce mot d'enfant terrible soulève de nouvelles clameurs. Mais enfin le silence se rétablit, et le ministre reprend la justification de la politique impériale. Elle ne fait point d'agression, et tout en respectant la non-volontaire populaire, elle respecte l'action des autres Etats. Elle ne se repent point d'avoir considéré à la liberté de l'Italie.

PAR LE TÉLÉGRAPHE.

DEPECHES TRANSMISES A L'*ABEILLE*

Sommaire du traité russe.

Enregistrement à Washington.

Fonds américains.

Hausse de l'or.

L'Espagne refuse toute satisfaction à l'Angleterre.

Londres, 10 avril au soir—Consolidés 90 1/4, bons 73 1/2.

Liverpool 10—Coton lourd à la clôture, balance de 1/8 sur la Mid. Upl. Ventes 10,000 Mid. Upl. 12 d., Mid. Orléans 12 1/2 d.

Londres, 10—Le gouvernement espagnol refuse toute indemnité et toute satisfaction à l'Angleterre à l'occasion du steamer Tornado.

Athènes, Grèce, 10—Le sultan menace de déclarer la guerre à la Grèce à cause des troubles insurrectionnels qui règnent sur la frontière turque.

Francfort, 10—Bons américains, 75 5/8.

Londres, 10—Une forte quantité de bons américains venus d'Allemagne, et jetés sur le marché a causé une tendance à la baisse dans les prix.

Savannah, 10—Coton plus ferme. Ventes d'aujourd'hui, 130 balles. Middling Upland, 26 à 26 1/2. Bonne demande. Reçu, 450 balles.

Augusta, 10—Coton plus actif et plus ferme Vente, 175 balles. Mid. Upland, 25 à 25 1/2. Reçu, 90 balles.

Vicksburg, 10—Descendus, le Garrett et une barge et le Virginia. Le Sauve tombe.

Mobile, 10—La parade annuelle des pompiers a eu lieu aujourd'hui. La procession avait plus d'un mille de long. Les machines étaient décorées avec beaucoup de goût et présentaient un magnifique coup d'œil. Les rues étaient foulées de monde. Après la parade, les pompiers ont été rassemblés au théâtre par plusieurs orateurs, après quoi ils se sont dispersés.

Coton : Ventes d'aujourd'hui 350 balles. Marché plat. Middling Upland, 25 1/2. Reçu, 62 balles.

Louisville, 10—Tabac actif pour toutes les qualités.—Ventes 210 b. de $2,50 à 26,00, coton mid. 23 1/4.

Cincinnati, 10—Coton plat et nominal de 25 à 26 pour le mid : mess p